

Horaires de travail et action directe

«Tout ouvrier pris sur un chantier le samedi après-midi sera considéré comme kroumir [briseur de grève] et traité comme tel. Tout travail exécuté le samedi après-midi par des kroumirs sera démoli.» Comme on le voit dans cette proclamation de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB), des horaires de travail, on en parle déjà beaucoup à Genève en 1930: il s'agit alors de défendre une CCT acquise de haute lutte, face à un patronat réticent à l'appliquer. L'État feignant quant à lui d'être impuissant à la faire respecter, le moyen de lutte le plus efficace pour les syndiqués se trouve être l'action directe. Se met alors en place un collectif prêt

à en découdre, la Ligue d'action du bâtiment (LAB), qui se chargera de rappeler à tou-te-s les règles de la solidarité ouvrière, en investissant les chantiers et en saccageant le travail réalisé en dehors des horaires convenus lors de leurs mémorables «safari du samedi».

C'est l'histoire de ce groupe d'inspiration anarchiste que présente Alexandre Elsig dans un livre richement illustré, que viennent d'éditer le Collège du travail et les Éditions d'en bas. Outre sa capacité de rassembler dans une action commune des militant-e-s issus d'horizons politiques différents, un des aspects les plus intéressants de la LAB est certainement le rôle

de révélateur que ses activités semblent jouer: la démolition d'un carrelage construit au mépris de la CCT devient ainsi une manière claire de démontrer que l'État est moins prompt à faire respecter la loi quand il s'agit des intérêts des propriétaires; et la destruction des taudis communaux pour donner du travail aux chômeurs et lutter contre l'insalubrité (autre fait d'arme de la LAB) une façon d'exposer au grand jour les promesses non tenues du gouvernement socialiste de Léon Nicole en matière de logement social.

Gabriel Sidler

À lire: *Alexandre Elsig, La Ligue d'action du bâtiment, Genève/Lausanne, Collège du travail/Éd. d'en bas, 2015.*

